

AFRIQUE DU SUD

L'activité économique devrait être tirée par une accélération de la croissance des exportations, sous l'effet de la dépréciation du rand, et d'une reprise de la croissance du commerce mondial. La demande intérieure sera freinée par la persistance d'un faible niveau de confiance et par la hausse modérée des revenus réels, mais bénéficiera peu à peu d'un redressement du secteur extérieur. Toutefois, la croissance ne deviendra pas assez forte pour réduire l'important écart de production négatif.

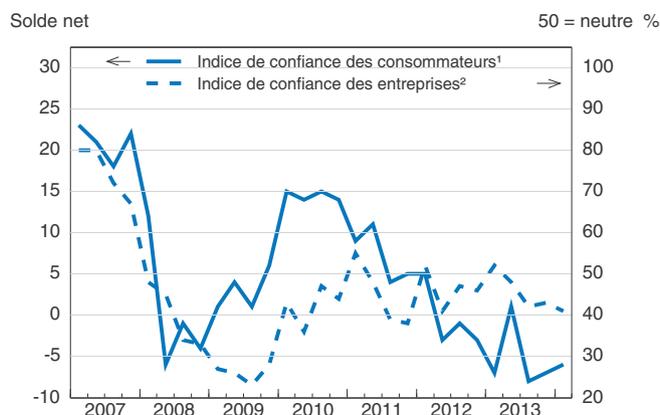
Les autorités devraient continuer à resserrer progressivement l'orientation de la politique budgétaire, à mesure que l'économie se redresse, et tirer parti de la hausse conjoncturelle des recettes pour inverser en partie l'augmentation récente de la dette publique. La politique monétaire a été durcie en réaction à l'affaiblissement continu du rand, mais elle devrait continuer de soutenir l'activité, les tensions inflationnistes étant contenues par le sous-emploi des ressources économiques. La croissance potentielle devrait être stimulée par des réformes structurelles propres à remédier à la segmentation du marché du travail et à l'absence de concurrence sur les marchés de produits, ce qui contribuerait à une accélération de la création d'emplois et à la correction plus rapide des contraintes jouant du côté de l'offre dans certains secteurs.

Une reprise tirée par les exportations s'amorce

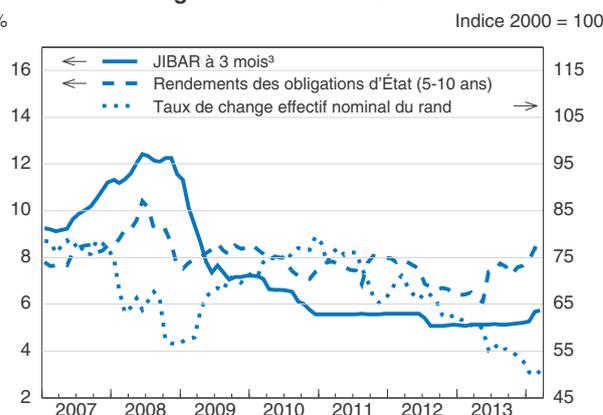
La croissance a été inégale en 2013, mais s'est redressée en fin d'année sous l'effet à la fois d'une accélération des exportations, imputable à la dépréciation du rand et au renforcement de la demande extérieure, et d'un tassement des importations. Au début de 2014, le rythme de l'activité économique s'est affermi grâce à l'accélération de la production minière, intervenue malgré les grèves dans les mines de platine qui ont contraint les producteurs à répondre à la demande en déstockant. La stabilisation de la confiance des consommateurs suscitée par cette reprise de l'activité économique devrait, avec la progression des ventes de détail, se traduire par une croissance plus forte de la

Afrique du Sud

La confiance demeure faible



L'affaiblissement continu du rand a entraîné une augmentation des taux d'intérêt



1. First National Bank/Bureau of Economic Research Consumer Confidence Index.
2. Rand Merchant Bank/Bureau of Economic Research Business Confidence Index.
3. Johannesburg Interbank Agreed Rate.

Source : Bureau of Economic Research ; South Africa Reserve Bank ; et Datastream.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933054360>

Afrique du Sud : **Indicateurs macroéconomiques**

	2011	2012	2013	2014	2015
Croissance du PIB réel	3.6	2.5	1.9	2.5	3.2
Inflation	5.0	5.7	5.8	5.8	5.8
Solde budgétaire (en % du PIB)	-5.6	-6.2	-6.1	-5.8	-5.5
Balance des opérations courantes (milliards de \$)	-9.4	-20.0	-20.5	-16.5	-17.6
Balance des opérations courantes (en % du PIB)	-2.3	-5.2	-5.8	-4.7	-4.6

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 95.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933056032>

consommation privée. En revanche, l'investissement privé s'est tassé du fait de la dégradation de la confiance et de la hausse des taux d'intérêt à long terme.

L'inflation reste élevée

À l'automne, l'inflation générale est tombée au-dessous de la limite supérieure de 6 % de la fourchette fixée comme objectif avant de repasser juste au-dessus de cette limite au début de 2014 ; l'inflation sous-jacente a reculé sous l'effet d'une forte sous-utilisation de la main-d'œuvre qui n'a été que légèrement réduite par une accélération de la création d'emplois au second semestre de 2013. L'important déficit de la balance des opérations courantes a commencé de se contracter à la fin de 2013 par suite de la dépréciation du rand.

Il faudrait modifier le dosage de la politique macroéconomique

Au début de 2014, le rand, comme d'autres devises des économies de marché émergentes, a été de nouveau sous pression après une baisse de 18 % de son taux de change effectif nominal en 2013. Face à cette évolution, qui a fait craindre un dépassement de l'objectif d'inflation, le taux des prises en pension a été relevé de 0.5 point et porté à 5.5 %, ce qui a entraîné une appréciation de près de 5 % du rand. En outre, les conditions financières ont été durcies avec une augmentation des taux d'intérêt à long terme de 250 points de base. À terme, la politique monétaire pourrait devenir plus accommodante si les anticipations d'inflation restent bien ancrées.

Une consolidation budgétaire supplémentaire est nécessaire

Le léger resserrement budgétaire et l'accélération de la croissance feront baisser l'important déficit des comptes publics d'environ ½ point de pourcentage de PIB durant la période considérée. De nouvelles mesures d'assainissement portant sur les dépenses sont nécessaires. De plus, toute hausse imprévue des recettes devrait servir à effacer une partie de l'augmentation de près de 18 points du ratio dette publique/PIB intervenue depuis 2008.

L'écart de production ne diminuera qu'en 2015

La reprise induite par les exportations devrait se renforcer progressivement à mesure que l'effet du redressement du secteur extérieur se répercute sur la demande intérieure. Néanmoins, l'écart de production va encore se creuser cette année et ne se stabiliser que l'an

prochain. Le chômage devrait donc demeurer élevé, alors que l'inflation devrait rester dans les limites de la fourchette retenue comme objectif.

**Les risques négatifs
d'origine extérieure restent
importants**

Une résurgence des turbulences sur les marchés financiers internationaux pourrait déclencher une nouvelle dépréciation du rand qui aggraverait les tensions inflationnistes. En outre, en cas de désancrage des anticipations d'inflation, les taux d'intérêt pourraient encore augmenter, ce qui mettrait en péril la reprise de l'économie. Du côté positif, des relations du travail moins conflictuelles renforceraient la confiance des investisseurs, dopant les investissements, l'emploi et l'intégration dans les chaînes d'approvisionnement mondiales.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2014 Issue 1

Accéder à cette publication :
https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2014-1-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2014), « Afrique du Sud », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2014 Issue 1*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2014-1-43-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.